

AFGHANISTAN

Offensive des talibans sur la capitale
du Helmand

Les talibans ont déclenché hier une offensive sur Lashkar Gah, capitale du Helmand (sud), la «province du pavot», déjà menacée à plusieurs reprises au cours de l'été, faisant des morts notamment au sein de la police, ont dit des représentants des autorités locales et des insurgés.

Selon un responsable provincial ayant fait des déclarations à l'AFP sous le couvert de l'anonymat, «quatorze personnes ont été tuées, dix policiers et quatre civils» dans une attaque des rebelles islamistes contre des barrages de police dans les faubourgs nord de cette ville.

Un attentat-suicide à la voiture piégée a notamment visé un poste de police, mais son bilan reste incertain. D'après Maulawi Anafi, qui vit dans cette capitale provinciale de 200.000 habitants, «l'offensive des talibans a commencé ce matin avec l'explosion de la voiture piégée. Ils ont pris

le contrôle d'un barrage (de police) pendant une heure environ avant d'être repoussés par les forces spéciales», a-t-il raconté à l'AFP. Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Sediq Sediqqi, «l'ennemi a percé la défense de Lashkar Gah ce matin, mais l'attaque a été repoussée par les forces afghanes». «Sept talibans ont été tués et les échanges de tirs se poursuivent», a-t-il précisé devant la presse.

«Les moudjahidine sont entrés dans Lashkar Gah et prennent le contrôle de nombreux barrages. Les combats se poursuivent», avait annoncé sur Twitter le porte-parole des talibans Zabihulla Moudjahid. Une responsable des urgences à l'hôpital



Des commandos de l'armée afghane ouvrent le feu sur des positions tenues par des Talibans dans la province d'Helmand

de l'ONG italienne Emergency à Lashkar Gah, a déclaré à l'AFP avoir admis «une vingtaine de blessés au total dont quinze à la

mi-journée». Contactée à partir de Kaboul, elle a souligné que l'hôpital en centre-ville continuait de travailler «normalement» et qu'aucun tir n'était entendu, sans préjuger de ce qui se passait dans les faubourgs.

Le Helmand, province méridionale dans laquelle est produit 80% environ de l'opium mondial, est une place forte des talibans qui contrôlent les champs de pavot.

Le gouvernement central n'a jamais pu asseoir son autorité sur la totalité de cette province frontalière du Pakistan, dont les insurgés occupent de nombreuses régions.

Cette offensive dans le sud intervient au moment où les forces afghanes bataillent depuis une semaine dans le nord pour reprendre le contrôle de la ville de Kunduz.

Rencontre énigmatique Bédié-Compaoré
à Abidjan

L'ancien président burkinabé Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans au pouvoir en 2014 et qui vit en exil à Abidjan, s'est entretenu lundi pendant près d'une demi-heure avec l'ancien président ivoirien Henri Konan Bédié (1993-1999), sans qu'aucun des deux protagonistes ne fasse de déclaration.

«Il s'agit d'une rencontre privée. Il n'y aura aucune déclaration», a expliqué une porte-parole de M. Bédié à la vingtaine de journalistes qui avaient été invités à assister à l'événement. M. Compaoré, qui réside à moins de 300 m de son voisin dans le quartier huppé de Cocody d'Abidjan, ne s'est pas exprimé publiquement depuis la chute de son régime. C'était officiellement la première

rencontre entre les deux hommes depuis l'arrivée de M. Compaoré à Abidjan. Le «beau Blaise», qui paraissait en bonne santé et était vêtu d'un costume foncé, n'a pas l'habitude de se montrer en public et l'annonce médiatisée de sa visite chez le président Bédié a suscité un grand intérêt de la presse venue en force.

«Peut-être voulait-il parler... Mais apparemment, il y a eu des instructions en haut lieu lui rappelant le devoir de réserve» auquel il est tenu, a confié à l'AFP une source de son entourage.

L'ancien président Bédié n'a pas voulu non plus s'exprimer. Blaise Compaoré est poursuivi par la justice de son pays en tant que ministre de la Défense pour la répression des journées d'insurrection d'octobre qui avaient conduit à sa chute, ainsi que dans le cadre du

dossier de la mort de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara, assassiné en 1987 lors d'un coup d'Etat qui porta Blaise Compaoré au pouvoir.

Sa présence chez le voisin ivoirien a été une pomme de discorde entre Ouagadougou et Abidjan mais les relations se sont normalisées, notamment à la faveur d'un sommet commun fin juillet. Marié à une Ivoirienne et naturalisé ivoirien en février, M. Compaoré était un des principaux soutiens du président ivoirien Alassane Ouattara quand il était opposant et lors de la crise ivoirienne mais il reste très discret en Côte d'Ivoire. Lors des fêtes de fin d'année 2015, une photographie de M. Compaoré en compagnie du président Ouattara ainsi que du gardien de but de l'équipe nationale ivoirienne Copa Barry avait abondamment circulé sur les réseaux sociaux.

LA PAIX S'ÉLOIGNE AU YÉMEN

L'Arabie face à des choix difficiles

Les espoirs de paix se sont considérablement éloignés au Yémen après des frappes sanglantes sur Sanaa, attribuées à l'Arabie saoudite qui se retrouve face à des choix militaires et diplomatiques difficiles, selon des experts.

La perspective d'un cessez-le-feu immédiat «a certainement» disparu avec cette attaque qui a fait samedi plus de 140 morts et 525 blessés, estime April Alley, spécialiste du Yémen à l'International Crisis Group.

Elle «aura des conséquences à long terme sur la possibilité d'élaborer un plan de paix durable», prévient-elle.

Car, souligne cette experte, l'attaque sur la capitale yéménite semble avoir tué «un certain nombre d'hommes politiques du Nord et d'officiers qui travaillaient pour la paix et qui auraient joué un rôle important dans la période post-conflit». Le bombardement a touché une cérémonie funéraire organisée après le décès du père d'un «ministre» du gouvernement des forces rebelles qui contrôlent Sanaa.

Ces dernières ont immédiate-

ment mis en cause la coalition arabe conduite par Ryad qui a rejeté ces accusations avant d'annoncer une enquête sur ce bombardement, l'un des plus meurtriers depuis le début de l'intervention il y a 18 mois au Yémen. Cette opération militaire, destinée à rétablir l'autorité du président Abd Rabbo Mansour Hadi sur l'ensemble du Yémen, s'éternise sans qu'une victoire ne se dessine. Non seulement elle coûte des milliards de dollars, mais elle met régulièrement sur la sellette l'Arabie Saoudite en raison du nombre élevé de victimes civiles.

Elle embarrasse aussi les Etats-Unis, alliés traditionnels de Ryad. L'attaque de samedi a ainsi provoqué un appel téléphonique inhabituel du secrétaire d'Etat américain John Kerry au vice-prince héritier et ministre de la

Défense saoudien, le prince Mohammed ben Salmane. Il s'est également entretenu avec son homologue Adel al-Jubeir, à qui il a demandé que «ce genre d'attaque ne se reproduise plus».

M. Kerry a réitéré la nécessité d'une «cessation immédiate des hostilités», tandis que le prince saoudien s'est dit en faveur d'une trêve de 72 heures renouvelable à condition qu'elle soit acceptée par les rebelles.

Mais, pour Mustafa Alani, expert au Gulf Research Centre, Ryad n'a pas toutes les cartes en main.

«Le souhait de la coalition est de mettre fin à la guerre» le plus vite possible, affirme-t-il, mais «l'attitude des rebelles se durcit de jour en jour, car ils pensent pouvoir obtenir davantage».

Selon une source diplomatique, les rebelles n'ont montré, lors de négociations menées cet été sans résultats, aucune volonté de remettre les armes, contrairement à une exigence de l'ONU, parce qu'ils sont convaincus de

«pouvoir l'emporter». L'allié des Houthis, l'ex-président Ali Abdallah Saleh, a été plus loin dimanche en appelant à la mobilisation à la frontière saoudienne pour «venger» les morts de Sanaa.

Au bénéfice de l'Iran ?

Pour M. Alani, les Saoudiens comprennent qu'il n'y a pas de solution militaire, mais un accord politique semble actuellement impossible en raison de la position des Houthis.

Les rebelles ne viendront pas à la table des négociations, «avec une attitude raisonnable, sans dégradation de leur capacité militaire», affirme l'expert.

Pour Adam Baron, chercheur qui collabore à l'European Council on Foreign Relations, les Saoudiens vont donc probablement poursuivre leurs opérations.

«Nous avons vu les Saoudiens continuer de frapper, sans relâche, des cibles à Sanaa et ailleurs dans le pays», alors que les rebelles leur donnent une

raison pour le faire en se livrant à des attaques à la frontière. Cette situation embarrasse Washington, qui fournissait des bombes de précision, des renseignements et des conseils aux Saoudiens. Ils permettaient aussi le ravitaillement en vol des avions saoudiens.

Mais cette assistance a été «réduite de manière significative» et ce qui reste fait maintenant l'objet d'un réexamen, a indiqué ce week-end Ned Price, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche. M. Alani estime que l'arrêt du soutien américain rendrait très difficile, voire impossible, la poursuite des opérations de la coalition. Et, dans ce cas, il conduirait à accroître l'influence au Yémen de l'Iran, grand rival régional de l'Arabie saoudite.

Le gouvernement de Téhéran, accusé d'armer les Houthis, ce qu'il nie, a vivement réagi au raid de samedi en condamnant un «crime épouvantable contre l'humanité».